

## **La Belgique au Conseil de Sécurité - Bilan bimestriel - mai et juin 2020**

En mai, le Conseil de sécurité des Nations unies a été présidé par **l'Estonie**, et en juin par la **France**, membre permanent.

Il va sans dire que le travail du Conseil durant ces deux mois a toujours été dominé par la pandémie de COVID. Compte tenu des circonstances prévalant à NY, aucune réunion physique du Conseil n'a pas eu lieu, et, en conséquence, tout le travail s'est effectué de façon virtuelle.

L'Estonie - présidant le Conseil pour la première fois de son histoire - a vu dans la pandémie une occasion de se profiler davantage comme un pays favorable au numérique. La France a continué à travailler sans relâche avec la Tunisie en tant que co-plume en vue **d'une résolution du Conseil sur le COVID**, notamment en menant des négociations discrètes avec la Chine et les États-Unis. Fin juin, un accord a finalement été trouvé. La résolution, bien que tardive, appelle à un cessez-le-feu pour 3 mois et ce, 100 jours après l'appel du Secrétaire Général.

En juin, se sont tenues **les élections pour le mandat 2021-2022** du CSNU. L'Irlande, la Norvège, l'Inde, le Kenya et le Mexique ont été élus, remplaçant respectivement la Belgique et l'Allemagne, l'Indonésie, l'Afrique du Sud et la République dominicaine. Dans le groupe occidental et africain, les élections ont été compétitives - le Canada et Djibouti n'ont pas été élus. L'élection de l'Inde s'est déroulée dans un contexte de graves affrontements frontaliers avec la Chine, entraînant des victimes dans les deux camps, et de tensions persistantes avec le Pakistan au sujet du Cachemire.

Les **tensions croissantes entre les grandes puissances**, principalement entre les États-Unis et la Chine, ont clairement influencé les travaux du Conseil. La demande des États-Unis d'engager une discussion sur Hong Kong a constitué une étape supplémentaire dans cette confrontation. Celle-ci a conduit à un affrontement direct et sans précédent entre les deux superpuissances au Conseil de Sécurité des Nations unies - bien qu'à huis clos. La situation au Venezuela a également été discutée à trois reprises, mais elle a surtout montré les profondes divergences entre les différentes positions.

**Le dossier iranien** continue de nécessiter beaucoup d'attention. Les États-Unis ont fait monter la pression en vue de prolonger l'embargo sur les armes de l'ONU contre l'Iran - expirant normalement le 18 octobre 2020 - encouragés par la menace d'un retour vers l'ancien régime de sanctions de l'ONU (le *snap-back*). Le lancement par l'Iran d'un satellite militaire a également fait l'objet de discussions lors d'une réunion séparée du CSNU en format 2231. Malheureusement, en raison des nombreuses contradictions entre les membres permanents, notre pays, en tant que facilitateur de la résolution 2231, n'a pas pu faire circuler un rapport écrit. Toutefois, le 30 juin, le représentant permanent belge a présenté un rapport oral lors du briefing du CSNU sur l'Iran et le dossier nucléaire.

La Belgique, de concert avec l'Allemagne, a fait du renouvellement du **mandat transfrontalier d'aide humanitaire** à la Syrie une priorité. Les négociations sur ce mandat ont débuté en juin. L'offre d'ouverture des plumes a répondu à l'impératif

humanitaire et aux recommandations des rapports successifs du SG, mais a rencontré une résistance initiale russo-chinoise malgré le large soutien des autres membres du CSNU.

La situation en **Israël-Palestine** a naturellement continué à attirer l'attention. Notamment grâce à l'instigation de notre pays, un stake-out Union européenne + Royaume-Uni a été organisé en marge des briefings réguliers du MEPP en mai et en juin sur la menace d'annexion par Israël de certaines parties de la Cisjordanie. En juin, les membres européens nouvellement élus du Conseil de Sécurité des Nations unies, l'Irlande et la Norvège, ont rejoint ce stake-out. Le 15 mai, notre pays a organisé un briefing à huis clos sur cette question pour les membres de l'UE du CSNU et le Royaume-Uni en présence du Conseil norvégien pour les Réfugiés, du rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les TPO et du coordinateur résident et humanitaire des Nations unies.

En dépit des dossiers difficiles, de nombreux **produits de l'UNSC** ont pu être adoptés. Il s'agit, notamment, du renouvellement des mandats de l'UNISFA, de l'AMISOM, de l'UNAMI, de la MINUSMA, et de la FNUOD. Le renouvellement du mandat de la Libye au titre de la résolution 2292 du Conseil de Sécurité des Nations unies (pertinent dans le contexte de l'opération IRINI) s'est étonnamment déroulé sans entrave, compte tenu de l'opposition antérieure.

Le 23 juin, la présidence française, profitant de la présentation du rapport annuel du Secrétaire général, a organisé un débat ouvert sur **les enfants et les conflits armés**, célébrant dans la foulée le 15e anniversaire du Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés (CAAC) et de la résolution 1612 (2005). Un communiqué de presse sur le sujet a été adopté. La radiation de la Coalition au Yémen et du Tatmadaw du Myanmar, qui n'a pas eu lieu selon les critères formels de radiation, a suscité une controverse. Des conclusions sur l'Afghanistan ont été adoptées sous la présidence belge du groupe de travail.

**Le droit international** a occupé une place centrale en juin, avec de bonnes nouvelles : le mandat du mécanisme international résiduel pour les tribunaux pénaux (IRMCT) a été prolongé, ainsi que le mandat de notre compatriote Serge Brammertz en tant que procureur de l'IRMCT. D'importantes arrestations ont été effectuées dans le cadre de l'IRMCT et du travail de la Cour pénale internationale (CPI) autour du Soudan. Cependant, il y a eu aussi de mauvaises nouvelles avec la proclamation de lourdes sanctions américaines contre les juges de la CPI. La Belgique, en tant que point focal du Consécureur pour l'ICC, a pris l'initiative d'une radiation des 10 parties au Statut de Rome au CSNU dans ce contexte, une première.

La **dimension européenne** a également continué à faire l'objet d'une grande attention. La Belgique a agi comme "briefer du mois" en mai et a pris l'initiative de plusieurs interventions auprès de la presse.

Enfin, notre pays a présenté, avec l'Allemagne, le Niger et la République dominicaine, une **proposition de résolution sur les armes légères et de petit calibre**. Les négociations sont en cours.